



La Suisse a besoin d'une politique de la santé durable

Le système de santé suisse revêt une importance économique considérable. À l'heure actuelle, il est surréglementé, il manque de transparence et entrave parfois l'innovation. Le débat sur la politique de la santé porte presque exclusivement sur les coûts. economiesuisse présente ses nouvelles lignes directrices pour la politique de la santé et souhaite mettre l'accent sur d'autres aspects: pour une politique de la santé fondée sur des règles de bonne pratique réglementaire, qui promeuve la concurrence, la transparence et l'innovation, renforce la responsabilité individuelle et tienne compte de la tendance à l'individualisme, y compris en matière de financement.

Le secteur de la santé ne cesse de croître, tout comme sa part dans les dépenses publiques. Parallèlement, de plus en plus de domaines du système de santé sont soumis à des interventions fermes de l'État. La concurrence axée sur les prestations est régulièrement étouffée par de nouvelles réglementations, dont beaucoup ne deviennent nécessaires que parce que de précédentes réglementations ne sont pas mises en œuvre ou de manière incomplète. Et pourtant, la population suisse est toujours très satisfaite de ses soins médicaux. Aux yeux d'economiesuisse, il est nécessaire de prendre des mesures dans plusieurs domaines pour que cela reste ainsi. Dans ses nouvelles lignes directrices pour la politique de la santé, présentées ce jour, la fédération de l'économie formule cinq recommandations pour un système de santé suisse durable en termes de qualité, d'innovation et de financement.

Cinq propositions clés de l'économie

Premièrement, les rôles doivent être mieux séparés dans le secteur de la santé: les pouvoirs publics doivent ainsi fixer le cadre réglementaire, mais laisser la fourniture des prestations à des acteurs privés. Deuxièmement, l'économie suisse préconise d'oser un renforcement de la concurrence. Cela implique une transparence nettement plus grande sur la qualité des prestations fournies. La qualité et l'efficacité s'imposeront à condition que les consommateurs puissent faire des choix fondés sur des informations fiables. L'accès à des traitements novateurs pour toute la population est la troisième préoccupation des milieux économiques. Sur ce point, l'État a la responsabilité de créer un environnement favorisant l'innovation – non seulement pour le développement de nouvelles thérapies, mais aussi pour la mise en place de processus modernes, à l'instar du dossier électronique du patient.

La quatrième proposition d'économie suisse vise la responsabilité individuelle: le secteur en sortira renforcé à long terme si les patients sont bien informés et qu'ils disposent de possibilités de choix adéquates. Sans cela, on ne pourrait imaginer une vraie concurrence axée sur les prestations. Celle-ci ne fonctionne toutefois que si, c'est la cinquième proposition, l'aspect financier joue un rôle dans les décisions des individus. C'est pourquoi la tendance générale à l'individualisme devrait également se refléter dans le financement des prestations de santé. Aujourd'hui, c'est le contraire: la part des coûts de santé financés par la solidarité augmente année après année, ce qui se traduit entre autres par une hausse des primes de l'assurance de base.

De meilleures décisions grâce à une marge de manœuvre accrue

Plutôt que de tendre vers un simple plafonnement des coûts via des interventions politiques et des initiatives, l'économie suisse poursuit une approche globale. La loi sur l'assurance maladie se fonde sur le modèle de la concurrence réglementée. Pour l'améliorer, il faudrait uniformiser le financement des prestations ambulatoires et stationnaires et évoluer vers un système de santé fondé sur des indicateurs. Une telle réforme a été élaborée par la professeure Elizabeth Teisberg. Elle permettrait au système de santé suisse d'envisager l'avenir plus sereinement et de subir moins d'interventions étatiques incisives: pour l'innovation, pour l'esprit d'entreprise et pour que les patients prennent des décisions fondées sur des informations solides.